

■ Le coût des péages de l'A10 en question

Les associations d'usagers



Face à des propositions qu'ils jugent « insuffisantes », les membres de l'association (de gauche à droite : Gérard Tessier ; Jean-Claude Lagron, président, et Roger Bizien) ont promis de continuer leur action.

Suite à la table ronde qui s'est tenue jeudi 12 janvier au ministère des Transports, l'association A10 gratuite organisait le soir même une conférence de presse pour réagir aux annonces du concessionnaire Cofiroute et du ministère.

Trois mesures, déjà annoncées par voie de presse, ont été confirmées : l'aménagement sur le tronçon non concédé de couloirs de bus, la mise en place de mesures destinées à favoriser le covoiturage avec la création de parkings dédiés et un tarif réduit de 50 % à partir de trois passagers et l'amélioration des conditions d'abonnement pour les usagers réguliers avec un passage sur deux

gratuit au-delà du 25^e mensuel. « Tout ce qui va dans le sens de l'amélioration va dans le bon sens, mais ces mesures sont marginales par rapport aux besoins et ne toucheront qu'une infime partie des usagers », explique Jean-Claude Lagron, président de l'association, qui affiche son « étonnement face au manque d'ambition de l'Etat ». Dans les mois qui viennent, « les propositions de l'association vont tenir compte de ces évolutions, mais on est très loin du compte au regard de nos objectifs. Une conférence débat sera organisée à ce sujet, le 2 février à Etampes », a-t-il ajouté. Pour rappel, l'association souhaite la baisse des coûts et du temps de

restent sur leur faim

trajet ainsi que la réduction du trafic sur le réseau secondaire dans le but d'améliorer la qualité de vie des usagers et des riverains.

Un dernier argument dont le député-maire d'Etampes a fait son cheval de bataille : « Nous savons quelles conséquences, notamment en termes de sécurité, engendre le montant des péages franciliens sur le réseau routier secondaire, ces véhicules quittant l'A10 à la hauteur d'Artenay pour emprunter la RN20, déjà saturée, en direction de Paris puis la Francilienne pour rejoindre cette même autoroute ou l'A6 », dénonce ainsi Franck Marlin, qui déplore que le ministère, au moment de rendre ses décisions, n'ait pas pris en compte ces données. « En mai dernier, au cours d'une réunion organisée au ministère des Transports ayant pour objet la présentation des résultats d'une étude concernant la gratuité des tronçons franciliens des autoroutes A10 et A11, la problématique des poids lourds n'avait pas été prise en considération. Aujourd'hui, les mois ont passé et les résultats de l'étude n'ont

toujours pas été publiés. Ce qui n'a pas empêché la ministre d'annoncer des mesures », poursuit le député-maire d'Etampes. Comme pour l'association A10 gratuite, Franck Marlin estime que les décisions prises sont insuffisantes. « Ces solutions sont éloignées des réalités du terrain et de la vie des habitants. En outre, il est regrettable qu'encore une fois seul le péage de Dourdan bénéficie d'une tarification avantageuse, car c'est oublier les Franciliens et les sud-Essoniens qui sont contraints, faute de moyens de transport en commun adaptés, d'utiliser cette autoroute à partir d'Ablis et d'Allainville ou bien d'utiliser le réseau secondaire, déjà surchargé, pour rejoindre la barrière de Dourdan qui est plus avantageuse. » C'est pourquoi le député de la 2^e circonscription de l'Essonne a une nouvelle fois officiellement demandé à Nathalie Kosciusko-Morizet de lui communiquer le contenu de cette enquête.

■ V.M.-P. (avec F.H.)

• Renseignements :

<http://a10gratuite.free.fr>